

Une fois de plus notre académie est victime d'une carte scolaire particulièrement dure puisque ce sont 1020 postes d'enseignants et d'emplois administratifs qui vont disparaître. Ces suppressions massives sont dictées par la RGPP dont nous mesurons chaque jour les conséquences ; dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels enseignants et non enseignants : absences non remplacées, disparition de la formation initiale et continue des enseignants, scolarisation des « 2 ans » en chute libre, offre de formation qui s'effrite notamment en langues vivantes et en langues anciennes, abandon des élèves en grande difficulté... l'objectif de la réussite de tous n'est plus une priorité du gouvernement qui organise la mise en place d'une école publique « basique », a minima, au plus grand profit programmé des officines privées de formation, d'orientation ou d'accueil de la petite enfance.

Ces suppressions massives d'emplois donnent des arguments à ceux qui défendent l'idée qu'il faudrait un recentrage sur une scolarité obligatoire réduite, pour une partie de la jeunesse, à l'acquisition d'un socle commun de connaissances et de compétences. Ce socle serait censé leur fournir les « bases de l'éducation » pour s'insérer dans la vie active dès la fin du collège (voire avant ?), à charge pour eux de profiter plus tard d'une hypothétique « formation tout au long de la vie ». Et la suppression de la carte scolaire ne fait qu'amplifier les phénomènes de ségrégation scolaire, à laquelle seuls les élèves les plus méritants pourraient échapper, au nom de la mixité des élites. Cela est perceptible à travers les premiers effets du « dispositif » ÉCLAIR et la volonté académique de développer les internats d'excellence.

L'objectif de diviser l'échec scolaire par trois, annoncé avec force en 2008, est cruellement démenti par la réalité : le Ministère et ses représentants en région ont décidé de supprimer l'intervention pourtant indispensable de maîtres spécialisés, formés pour enseigner auprès des élèves en difficulté ou en situation de handicap. 2012 ne sera pas l'année du handicap ! Ni celle de la difficulté scolaire!

Madame le Recteur affirme que « l'on peut faire mieux avec moins » : si les résultats de nos élèves aux évaluations et examens lui apparaissent en amélioration, c'est parce que son militantisme politique lui fait confondre « résultats » et « niveau réels » à l'instar des contrats d'objectifs qu'elle veut imposer à marches forcées dans les EPLE. Et pourtant, dans le monde réel ce sont toujours plus d'élèves en échec, toujours plus d'équipes enseignantes déstabilisées par les tentatives de mises en œuvre à marche forcée de réformes iniques et de parents inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

Même les analyses libérales de l'OCDE soulignent la faiblesse de la dotation des écoles primaires en regard des autres systèmes éducatifs européens et constatent que les trajectoires scolaires sont trop souvent corrélées à l'origine sociale des élèves. Les mêmes critères de l'OCDE font apparaître une prétendue « sur-dotation » des établissements du second degré mais ignorent la spécificité hautement qualitative du système éducatif français, sans équivalent dans les autres pays européens et envié -tout comme la maternelle -par l'écrasante majorité d'entre eux . La FSU s'oppose et s'opposera à tous les gouvernements qui tireraient arguments de ces indicateurs libéraux pour continuer à supprimer des postes ,qui envisageraient de redéployer les moyens en invoquant l'équité ou qui envisageraient de globaliser les apprentissages ou d'annualiser le temps de service des enseignants, CPE , conseillers d'orientation etc .

La FSU s'oppose à toute politique néfaste pour l'avenir de notre pays, elle défend l'idée d'un service public d'éducation national de qualité pour tous sur l'ensemble du territoire. Elle demande un plan pluriannuel pour l'éducation permettant de mettre en œuvre une

politique éducative ambitieuse qui passe par la création massive de postes. Pas de réussite, pas d'ascenseur social sans un système éducatif qui fonctionne.

La FSU soutient toutes les actions actuellement en cours : les mobilisations locales dans les écoles, les collèges et les lycées généraux, technologiques et professionnels. Elle organisera dans l'académie une semaine d'action du 13 au 18 février dans tous les bassins, avec grèves et une manifestation régionale à Lille le samedi 18 février.



Le service public,
on l'aime, on le défend